

Études internationales



Hawrylyshyn, B. : *Les itinéraires du futur : Vers des sociétés plus efficaces*. Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Politique d'Aujourd'hui », 1983, 240 p.

André Joyal

Volume 15, numéro 3, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701708ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701708ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1984). Compte rendu de [Hawrylyshyn, B. : *Les itinéraires du futur : Vers des sociétés plus efficaces*. Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Politique d'Aujourd'hui », 1983, 240 p.] *Études internationales*, 15(3), 630–633.
<https://doi.org/10.7202/701708ar>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

BOROWEIC, Andres. *The Mediterranean Feud*. New York, Praeger Publishers, Coll. « Praeger Special Studies », 1983, 206 p.

Le titre de cet ouvrage est plutôt vague car il existe plus qu'une querelle entre les divers pays de la Méditerranée. En fait, le livre traite du conflit en Chypre – non pas en tant que tel mais en tant que conflit entre la Grèce et la Turquie, deux membres de l'OTAN, mettant cette alliance en danger.

L'importance de ce conflit pour l'OTAN et plus particulièrement pour les États-Unis est démontrée dans le tout premier chapitre. Le second chapitre retrace l'histoire des relations entre les principaux partis impliqués dans le conflit – pour l'auteur, c'est la Grèce et la Turquie. Dans cette perspective, le conflit en Chypre représente un des trois aspects du conflit entre ces deux partenaires de l'OTAN. Les deux autres aspects sont la division de la Mer Égée et la situation des minorités respectives.

Le chapitre trois traite de la Turquie elle-même, de ses problèmes internes et de ses relations avec l'OTAN et les États-Unis. Le chapitre quatre fait la même chose pour la Grèce. C'est le cinquième chapitre qui, enfin, décrit le conflit chypriote. Le sixième chapitre traite des positions prises par les États-Unis envers ce conflit et le dernier chapitre offre des solutions.

D'après l'auteur, le conflit entre 1963 et 1974 était limité aux deux communautés sur Chypre – la majorité de culture grecque et la minorité de culture turque. La plupart des Chypriotes grecs voulait l'indépendance de Chypre. Cette option sous-entendait, bien sûr, le non-alignement vis-à-vis des superpuissances. C'est une minorité de Chypriotes grecs qui était en faveur de *enosis*, l'union avec la

Grèce. Cette option, revendiquée par un coup d'État militaire contre Makarios, a poussé les Chypriotes turcs à rechercher une zone séparée sous la protection de la Turquie.

C'est à la suite de ce coup d'État, en 1974, qui renversa Makarios au nom de l'union grecque et qui avait le soutien du régime militaire en Grèce, que le conflit a pris des dimensions internationales.

Cette perspective me semble plutôt naïve lorsqu'on se rappelle que le conflit avait déjà nécessité la présence des forces de paix de l'ONU bien avant 1974. En plus, les préférences marquées de Makarios pour le non-alignement avaient déjà donné du fil à retordre à l'OTAN et aux États-Unis.

Malgré la division de l'île de fait, l'auteur espère toujours le développement d'un nationalisme chypriote qui unirait chypriotes grecs et chypriotes turcs. Il projette plusieurs méthodes afin de nourrir ce nationalisme. Mais il tend vers l'absurde lorsqu'il propose l'anglais comme langue gouvernementale qui ferait le pont entre le grec et le turc (p. 151).

Malheureusement, les événements des derniers mois ont dépassé ces solutions pour se diriger vers une division *de jure* autant que *de facto* de l'île.

Norma SALEM

*Centre for Developing Area Studies
University McGill, Montréal*

HAWRYLYSHYN, B.; *Les itinéraires du futur: vers des sociétés plus efficaces*. Paris, Presses universitaires de France, Coll. « Politique d'Aujourd'hui », 1983, 240 p.

Ce volume constitue le « X^{ième} » rapport soumis au Club de Rome. On ne les compte plus depuis les premiers parus au début des années 70. Il faut dire qu'ils ont bien changé autant par leur forme que par leur contenu. Ainsi, dans cet ouvrage du Dr Bohdan Hawrylyshyn on ne trouve aucun tableau statistique,

aucune projection tentant d'évaluer quantitativement ce que l'avenir réserve à l'humanité. En fait, les informations chiffrées que l'on peut glaner ici et là sont les mêmes que l'on peut trouver dans les revues ou journaux destinés à des lecteurs cultivés, rien de plus. C'est ce qui conduit à considérer la contribution de celui qui est directeur de l'Institut de Management International de Genève, comme un ouvrage « grand public » sur l'évolution des systèmes socio-économiques. Ce livre, sur beaucoup d'aspects, se rapproche des nombreux ouvrages sur les systèmes économiques comparés, publiés aux États-Unis, depuis une quinzaine d'années. Mais alors que ces ouvrages, en adoptant une forme très didactique, se destinent avant tout aux étudiants en sciences politiques et économiques, dans le cas présent, l'éventail des lecteurs possibles est beaucoup plus vaste. L'objectif visé par l'auteur est d'attirer l'attention sur les leçons que peuvent fournir les différentes expériences vécues par certains pays choisis comme représentatifs d'une idéologie et du système socio-économique s'y rattachant.

Comme l'indique le sous-titre de l'ouvrage, les informations qu'il contient tentent d'appuyer le verdict qu'émet l'auteur sur la performance des différents pays retenus. Ceci, afin d'en arriver à se prononcer, à la lumière des enseignements retenus, sur le cadre à l'intérieur duquel devrait fonctionner les différents agents économiques pour mieux surmonter les défis de cette fin de siècle. Pour ce faire, l'auteur propose une formule très simple pour présenter son concept d'efficacité. Appliqué en vue d'évaluer la « performance » du mode de fonctionnement d'un pays, il ne s'agit que de prendre le rapport entre les ressources et la population en considérant des faits touchant l'ordre sociétal et l'environnement écologique et géopolitique. Pour des raisons précisées en appendice où l'on trouve une critique des indicateurs économiques traditionnels, l'auteur ne s'en tient qu'à une évaluation qualitative. Il juge la situation d'un pays comme peut le faire tout observateur éclairé à partir de trois dimensions lesquelles se divisent à leur tour en trois sous-dimensions. Viennent en premier lieu les va-

leurs: individualistes et compétitives; coopératives; égalitaires et collectivistes. Viennent ensuite les *régimes politiques*: pouvoir et contre-pouvoir; pouvoir consensuel; pouvoir unitaire. Enfin, on a les *systèmes économiques*: libre entreprise; libre entreprise concertée; économie dirigée. Pour agrémenter la présentation tout en voulant faciliter la compréhension de son ouvrage, l'auteur illustre chacune des sous-dimensions de petits dessins. Annonçons tout de suite que l'auteur manifeste une prédilection non dissimulée pour un modèle s'appuyant sur les valeurs coopératives à la faveur d'un pouvoir consensuel favorisant l'essor de la libre entreprise dans un contexte de concertation.

Pour montrer la pertinence de cette approche, le lecteur se voit offrir une très succincte application aux États-Unis, au Japon, à la Chine et à l'URSS. À propos de la patrie du socialisme, l'auteur pose un nombre de questions portant sur la possible organisation de la société soviétique, sur l'émergence de valeurs authentiquement égalitaires et collectivistes, sur le possible partage du pouvoir monolithique et, il fallait s'y attendre, sur les conditions pré-requises à la décentralisation. Autant de questions de nature à inciter le lecteur à poursuivre sa lecture.

Doté d'une grande culture et maniant la plume de façon très alerte, l'auteur sait maintenir l'intérêt à défaut, bien souvent, d'apporter des éléments nouveaux. Ainsi on lui sait gré de nous apprendre, qu'aux États-Unis, les 600 000 avocats en exercice, proportionnellement à la population, sont trois fois plus nombreux qu'en Europe et dix fois plus qu'au Japon... Quant à l'importance qu'il accorde à ce que d'autres appellent les valeurs « post-matérialistes », aussi pertinente puisse-être cette information, telle que présentée, on se trouve en pleine spéculation.

La section se rapportant à l'URSS présente un bilan réaliste de la situation. L'actif et le passif tels que décrits correspondent à l'opinion que l'on peut dégager en recourant aux très nombreuses sources d'information, dignes de foi, disponibles. L'auteur ne cache pas ses préférences quand il associe la persistance du

statu quo à l'éventualité de « l'éclatement de l'empire ». Cependant, en optant en faveur de la décentralisation comme il le fait, on ne peut écarter l'impression que l'auteur prend ses rêves pour des réalités. Si en Occident l'unanimité est quasi parfaite quant aux contradictions découlant des excès de la centralisation, peu nombreux sont ceux qui croient en une possible décentralisation dans un proche avenir. L'auteur reconnaît que les changements dans la nature du régime politique sont à la fois ceux qui comptent le plus et qu'il est le plus difficile d'amener dans la sérénité (p. 60), mais il affirme avec le même souffle, qu'une fois la décentralisation menée à bien, elle fournirait l'étincelle qui permettrait une évolution politique dans le sens d'une meilleure répartition du pouvoir. « Ainsi prendrait fin le monopole du Parti communiste dans la mesure où les candidats appartenant à divers autres mouvements pourraient être élus et siègeraient dans divers organes législatifs et exécutifs » (p. 61, *sic*). Avec de tels voeux pieux, ce « rapport » risque de subir le sort de celui qui fut présenté la première fois au Club de Rome (« Halte à la croissance »).

Avec le Japon, les choses sont plus simples, puisque, selon l'auteur, le système économique de l'empire du soleil levant ne nécessiterait que de très légers changements (p. 73). C'est, pour lui, manifestement le modèle à suivre. L'auteur n'a pas cru pertinent de s'attarder aux conditions de travail dans les petites entreprises ou à ... domicile. Quant à la Chine, malgré la tombée de nombreux mythes, suite à la disparition du « grand timonier », le bilan qu'en fait l'auteur est positif, sans excès toutefois. Encore une fois, le lecteur non initié peut y puiser des informations utiles. Quant à l'Europe occidentale, elle se voit représentée par la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la Suisse et la Suède. Si, certains de ces pays n'ont droit qu'à une page ou deux, la description de la situation qui prévaut en Suisse et en Suède s'avère moins superficielle. Ceci s'explique par le fait que l'auteur est favorable à la concertation. Il ne faut donc pas se surprendre s'il considère le pays des Helvètes comme un modèle pour des pays ayant atteints une cer-

taine maturité politique et qui peuvent envisager de s'écarter du bi-partisme, générateur de frictions (p. 110). « Son expérience pourrait être utile à des pays avancés abritant différentes cultures, tel le Canada, qui apprendraient la façon dont on maintient la cohérence nationale en assurant aux différents groupes une sécurité culturelle et en les intégrant au système par une participation directe au processus décisionnel politique ». Aux Canadiens d'y réfléchir (...). L'Inde et le Brésil « représentent » le tiers-monde. À propos du pays de la samba, l'auteur avance des propos troublants concernant ce qui apparaît être une apologie du totalitarisme de droite lequel : « ... pour mieux contenir les pressions peut dès lors se comprendre aussi, même si la plupart des occidentaux repugnent à l'accepter » (p. 121).

La partie la plus intéressante de l'ouvrage, étant donnée son caractère moins descriptif, est celle qui traite des éléments constitutifs de l'ordre sociétal. En relation avec le régime politique, l'auteur revient sur la sous-dimension pouvoir-contrepouvoir, non sans en référer à son tour à la célèbre citation de Lord Acton, pour décrire de façon très lucide la problématique du fonctionnement d'un parti politique accédant au pouvoir et agissant en vue de le conserver. L'expérience du Parti québécois, pour le Québec et celle de la Gauche en France tendent à démontrer la pertinence des réflexions de l'auteur sur les contradictions ou les limites du régime politique en vigueur dans bon nombre de pays occidentaux.

Les derniers chapitres de l'ouvrage comprennent une description critique des différents systèmes économiques. Le lecteur désireux d'avoir une vue synthétique sur le fonctionnement, par exemple, du système de la libre entreprise s'appuyant sur le paradigme keynésien ou encore sur les grandes caractéristiques du socialisme centralisé et décentralisé, y trouvera sûrement des réponses à ses interrogations. Mais ceux qui veulent ajouter à des connaissances déjà acquises ne trouveront aucun intérêt à s'attarder. Ils peuvent déjà attendre une autre contribution qui pourra prendre

la forme d'un nouveau « rapport » pouvant s'avérer plus original malgré ce que l'on annonce dans la présentation de celui-ci.

André JOYAL

Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières, Canada

HOFFMANN, Stanley. *Une morale pour les monstres froids: Pour une éthique des relations internationales*. Montréal, Boréal Express. 1983. 258 p.

Bien des auteurs se sont déjà penchés sur les questions abordées dans ce livre. Hoffmann n'ajoute pas vraiment du neuf. Mais je suppose que tout auteur prestigieux est tenté, un jour ou l'autre, de donner à un large public sa vision du monde. Le flair de Hoffmann, c'est de l'avoir fait à un moment de l'histoire contemporaine où la vaste majorité de la population du monde occidental se sent touchée par l'évolution des rapports entre États. Sa force, d'inscrire sa pensée politique dans la ligne non conflictuelle et modératrice, une voie qui plaît de plus en plus à monsieur-tout-le-monde qui pense à sa sécurité personnelle en ces temps de tension. Le livre de Hoffmann risque donc d'intéresser le large public.

Il serait probablement utile, aussi, aux étudiants de science politique qui cherchent un volume abordant les données de base de la science politique: les États, les individus, l'usage de la force, la conciliation, les droits de l'homme et des sociétés, etc. À vrai dire, certains chapitres le seraient plus que d'autres car l'élan du livre n'est pas d'égale force et deux chapitres sont beaucoup plus ardues ou décevants que les autres. Je pense au chapitre deux, sur l'usage de la force, et trois sur la promotion des droits de l'homme. Par contre, les chapitres quatre, sur les problèmes de la justice distributive – son meilleur chapitre – et cinq, une éthique de l'ordre mondial, sont très intéressants.

Hoffmann aborde de front, dès le premier chapitre sur l'éthique et les relations internationales, ses convictions philosophiques et po-

litiques. Il se déclare libéral traditionnel. Tout le reste du volume se développe autour de cette vision des rapports entre les hommes et les États. Il se penche ensuite sur diverses conceptions des rapports internationaux, sur les conflits de codes éthiques, pour insister sur ce qu'il appelle l'infériorité morale de la politique internationale: « C'est un domaine dans lequel, beaucoup plus qu'en politique interne, la bonne conduite se paie. On risque toujours d'être roulé... » (p. 33). Sa réflexion sur les droits de l'homme et l'État s'avère très riche: « La véritable distinction ne provient pas de différences culturelles... Elle provient du rôle de l'État... certains des droits, et tout particulièrement les droits politiques et civiques, exigent de l'État des actes qui limiteront ses pouvoirs, tandis que beaucoup d'autres droits, et tout particulièrement les droits économiques et sociaux, aboutissent en fait à renforcer l'État. » (pp. 114-115).

Tout le volume navigue entre une présentation de réflexions de différents auteurs (Hobbes, Tucker, Beitz, Galtung, Walzer, Locke, Hume, Lewis, etc.) et celles, plus personnelles, de Hoffmann. Il s'agit là d'une recette très riche. Cependant, elle n'assure ni l'homogénéité du livre, ni sa réussite car, pour belles et choc qu'elles soient parfois, les idées défendues par l'auteur s'avèrent souvent impuissantes et sans avenir. Hoffmann s'est fait moraliste beaucoup plus qu'utilitariste, même s'il voulait allier l'un et l'autre.

La lecture d'« Une morale pour les monstres froids » s'impose sûrement, mais elle doit être faite en toute connaissance des faiblesses du livre.

Marcel CLOUTIER

Département de science politique
Université Laval, Québec